

**Assemblée générale**

Distr. générale  
6 novembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante et unième session  
Cinquième Commission**

Point 122 de l'ordre du jour

**Barème des quotes-parts pour la répartition  
des dépenses de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 2 novembre 2006, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom des États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, une proposition de règlement du problème des arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie (voir annexe). Comme l'indiquent les lettres que nous vous avons déjà fait parvenir, les États successeurs jugent erronés l'analyse qui figure dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote A/60/140 et les montants qui y sont indiqués. Toutefois, ils ont pris note des propositions faites dans ledit document et, dans le souci de se montrer constructifs afin que le problème se règle rapidement, seraient prêts à accepter un règlement régi par les principes que le représentant du Ghana a énoncés en 2002 à la Cinquième Commission.

Afin d'éclaircir tous les éléments encore en suspens, les représentants permanents des États successeurs – qui sont tous de nouveaux États Membres attachés aux principes et normes des Nations Unies – ont plusieurs fois examiné la question en détail, notamment avec l'aide de leurs experts financiers et de représentants du Département de la gestion (le Secrétaire général adjoint à la gestion, le Contrôleur et le chef du Service des contributions), et du Bureau des affaires juridiques. Ayant étudié de façon approfondie les documents pertinents fournis par le Secrétariat de l'ONU, nous sommes convaincus que les objections que nous avons déjà soulevées au sujet du rapport du Secrétaire général (A/60/140) dans une lettre du 9 août 2005, adressée au Secrétaire général adjoint à la gestion, et une lettre du 13 mars 2006, adressée au Secrétaire général, sont fondées et ont leur raison d'être.

Les États successeurs sont fermement décidés à chercher et à trouver un moyen de régler définitivement le problème des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. La proposition détaillée ci-jointe, établie après examen des documents fournis par le Secrétariat, indique le montant



non contesté des arriérés de la République fédérative, calculé selon les principes susmentionnés.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document de la Cinquième Commission, au titre du point 122 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Roman **Kirn**

**Annexe à la lettre du 2 novembre 2006, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Proposition des États successeurs de la République  
fédérative socialiste de Yougoslavie concernant le règlement  
du problème des arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie<sup>1</sup>**

*Résumé*

Les États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie demandent instamment aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies de régler le problème des arriérés de contributions de la République fédérative sur la base de la position commune qu'il ont adoptée, laquelle repose sur les principes du droit international général et les faits actuellement connus, énoncés ci-après :

- Au cours des années 1991 et 1992, la République fédérative socialiste de Yougoslavie, membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle elle appartenait depuis 1945, s'est dissoute et a cessé d'exister (voir la résolution 777 (1992) du Conseil de sécurité et la résolution 47/192 de l'Assemblée générale).
- Les États successeurs ont déclaré leur indépendance ou proclamé la formation d'un nouvel État aux dates suivantes : Slovénie le 25 juin 1991, Macédoine le 17 septembre 1991, Croatie le 8 octobre 1991, Bosnie-Herzégovine le 6 mars 1992, et République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) le 27 avril 1992.
- À l'issue d'un examen approfondi de tous les documents financiers relatifs au compte de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, il a été établi que le montant exact des contributions statutaires non acquittées s'élève à 784 545 dollars.
- Chacun des États successeurs s'engage à verser une part équitable du montant des contributions non acquittées par la République fédérative socialiste de Yougoslavie, cette part étant déterminée suivant les proportions fixées dans l'Accord sur les questions de succession (Vienne, 29 juin 2001).
- Le montant venant en sus de celui que les États successeurs considèrent comme dû devra faire l'objet d'une contrepassation dans les comptes de l'ONU.
- Le règlement de la question des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie suivant les modalités proposées sera définitif.

<sup>1</sup> Le terme « ex-Yougoslavie » s'entend de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie.

## I. Introduction

1. Au cours des années 1991 et 1992, la République fédérative socialiste de Yougoslavie, Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, dont elle faisait partie depuis 1945, s'est dissoute; cinq nouveaux États lui ont succédé. Tous sont devenus Membres de l'ONU mais aucun n'a hérité du siège de la République fédérative socialiste de Yougoslavie à l'Organisation. Rappelons que les organes compétents de l'ONU en ont pris note dans les résolutions mentionnées ci-dessous.

- Dans sa résolution 757 (1992) du 30 mai 1992, le Conseil de sécurité a imposé des sanctions économiques et diplomatiques à la République fédérale de Yougoslavie. Il a, entre autres, noté que l'affirmation de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) selon laquelle elle assurerait automatiquement la continuité de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies n'avait pas été généralement acceptée.
- Dans sa résolution 777 (1992) du 19 septembre 1992, considérant que l'État antérieurement connu comme la République fédérative socialiste de Yougoslavie avait cessé d'exister et que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne pouvait assurer automatiquement la continuité de la qualité de membre de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie à l'Organisation des Nations Unies, le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale de décider que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) devrait présenter une demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies et qu'elle ne participerait pas aux travaux de l'Assemblée.
- Dans sa résolution 47/1 du 22 septembre 1992, suivant la recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale a indiqué qu'elle considérerait que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne pouvait pas assumer automatiquement la qualité de membre de l'Organisation des Nations Unies à la place de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie. Elle a donc décidé que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) devait présenter une demande d'admission à l'Organisation et qu'elle ne participerait pas à ses travaux.
- Dans sa résolution 821 (1993) du 28 avril 1993, le Conseil de sécurité a notamment recommandé à l'Assemblée générale de décider que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne participerait pas aux travaux du Conseil économique et social. Dans sa résolution 47/229 du 29 avril 1993, l'Assemblée a notamment décidé que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne participerait pas aux travaux du Conseil économique et social.

2. L'Assemblée générale n'a toutefois pris aucune décision tendant à ce que l'ex-Yougoslavie cesse officiellement d'être Membre de l'Organisation des Nations Unies. Au contraire, elle a fait figurer l'ex-Yougoslavie dans le barème des quotes-parts pour les périodes 1992-1994, 1995-1997 et 1998-2000, sur la base de données se rapportant uniquement au revenu national et au produit national brut de la Serbie et du Monténégro. De nouveaux États ayant été admis à l'Organisation en tant que successeurs de l'ex-Yougoslavie pendant la période 1992-1994, leur quote-part initiale a été déduite de la quote-part assignée à l'ex-Yougoslavie dans le barème pour cette période. Les quotes-parts correspondant à leurs années d'admission

respectives et aux années suivantes ont été déduites de la quote-part de l'ex-Yougoslavie pour ces mêmes années.

3. Du 27 avril 1992, date à laquelle la République fédérale de Yougoslavie a été créée (elle a été renommée Serbie-et-Monténégro en février 2003), jusqu'au 27 octobre 2000, date à laquelle son président a présenté au Secrétaire général une demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie a affirmé avoir le droit de siéger à la place de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, mais ce droit ne lui a jamais été reconnu par l'Organisation des Nations Unies ou par ses organes, lui a été plusieurs fois refusé par l'ONU, et a été contesté par les autres États successeurs de l'ex-Yougoslavie. L'ONU a donc eu tort de continuer à mettre des contributions en recouvrement pour l'ex-Yougoslavie, État qui avait cessé d'exister.

4. Dans sa résolution 55/12, du 1<sup>er</sup> novembre 2000, l'Assemblée générale a décidé d'admettre la République fédérale de Yougoslavie à l'Organisation des Nations Unies, confirmant ainsi la résolution 777 (1992), dans laquelle le Conseil de sécurité avait refusé à la République fédérale de Yougoslavie le droit de succéder automatiquement à la République fédérative socialiste de Yougoslavie en tant que Membre de l'Organisation.

5. La position des États successeurs de l'ex-Yougoslavie a été exposée dans les lettres datées des 17 septembre 2001, 19 novembre 2001 et 9 août 2005, adressées au Secrétaire général adjoint à la gestion, la lettre du 29 mai 2002, adressée au Président du Comité des contributions, et la lettre datée du 13 mars 2006, adressée au Secrétaire général. On trouvera le texte de ces lettres dans les pièces 1 à 5 jointes au présent document.

6. Il est à noter que l'Accord sur les questions de succession conclu par les cinq États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie est entré en vigueur le 2 juin 2004.

7. Le Monténégro a acquis le statut d'État indépendant quand son Assemblée nationale a adopté une déclaration d'indépendance le 3 juin 2006. Conformément à l'article 60 de la Charte constitutionnelle de la Serbie-et-Monténégro, c'est la République de Serbie qui a succédé à l'État de Serbie-et-Monténégro en tant que membre de tous les organes de l'ONU et organismes des Nations Unies. Le Monténégro est devenu Membre de l'ONU, en tant que nouvel État, le 28 juin 2006.

## **II. Traitement des arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie**

8. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote A/60/140, au 1<sup>er</sup> novembre 2000, l'ex-Yougoslavie avait accumulé des arriérés de contributions d'un montant total de 16 226 613 dollars, détenait un crédit de 1 846 dollars dans le compte spécial du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition et avait versé d'avance un montant de 26 000 dollars au Fonds de roulement pour 2000-2001. En outre, comme elle était un État Membre quand le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix a été constitué<sup>2</sup>, l'ex-Yougoslavie peut être considérée comme titulaire d'une créance sur

<sup>2</sup> Résolution 47/217 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1992.

ce fonds, mais cette observation n'aurait d'importance pratique que si l'Assemblée générale était amenée à répartir les avoirs de ce fonds.

9. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000, aucune nouvelle contribution n'a été mise en recouvrement auprès de l'ex-Yougoslavie. Toutefois, l'Assemblée générale a autorisé l'inscription au crédit des États Membres du solde inutilisé de comptes d'opérations de maintien de la paix correspondant à des périodes antérieures pour lesquelles des montants avaient été mis en recouvrement auprès de l'ex-Yougoslavie. La part de l'ex-Yougoslavie dans ces crédits se monte au total à 126 641 dollars (montant net). Déduction faite de ce crédit, le montant total des arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie s'élève à 16 135 838 dollars. L'avance de 26 000 dollars au Fonds de roulement existe toujours et le crédit au titre du compte spécial du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition se monte désormais à 37 712 dollars.

10. Les États successeurs tiennent à souligner que la République fédérative socialiste de Yougoslavie n'a pas cessé d'exister à telle ou telle date communément admise ou reconnue puisque sa dissolution a été progressive. Les anciennes républiques se sont déclarées indépendantes à des dates différentes. Il n'est donc pas possible de leur demander d'acquitter les contributions mises en recouvrement pour la période postérieure à la dissolution de la République fédérative.

11. Comme nous ne cessons de le répéter, il faut distinguer les arriérés se rapportant à la période d'avant la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie de ceux qui se rapportent à la période d'après la dissolution.

12. Conformément aux règles du droit international général concernant la succession des États et les dettes des États prédécesseurs, l'ONU ne peut exiger des cinq États qui ont succédé à la République fédérative socialiste de Yougoslavie que le paiement de la part de la dette accumulée par cet État jusqu'à la date de sa dissolution.

13. La part des arriérés de la République fédérative socialiste de Yougoslavie correspondant aux montants mis en recouvrement après sa dissolution ne peut être réclamée à aucun des États successeurs.

14. Comme la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie n'a pas été ponctuelle mais progressive, chaque État successeur accepte de payer sa juste part des quotes-parts mises en recouvrement auprès de la République fédérative socialiste de Yougoslavie et exigibles à la date à laquelle il lui a succédé. Le solde resterait à la charge de l'ex-Yougoslavie et devrait être réparti entre elle et l'État successeur suivant, étant entendu que les quotes-parts et les crédits accumulés entre-temps et payables à la date de la succession seraient ajoutés ou déduits de ce solde. Selon le Règlement financier et les règles de gestion financières de l'ONU, tous les paiements et les crédits portés au compte de l'ex-Yougoslavie, avant ou après la dissolution de cet État, doivent être déduits des dettes les plus anciennes.

15. La comptabilité des Nations Unies reflète l'application, en ce qui concerne les contributions, paiements et crédits de l'ex-Yougoslavie, des dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, en particulier l'article 3.5 du Règlement. Les paiements et les crédits portés au compte de l'ex-Yougoslavie ont été déduits des contributions dues dans l'ordre où celles-ci avaient été mises en recouvrement, qu'ils aient été reçus avant ou après les dates de succession des États concernés. Si la méthode décrite ci-avant était appliquée,

certaines ajustements devraient être apportés à la répartition des arriérés de contributions et des crédits.

16. Conformément aux règles du droit international général applicables à la succession des États, la part de la dette d'un État prédécesseur qui revient à un État successeur est une proportion équitable de la dette qui était à la charge de l'État prédécesseur à la date de la succession. Les dates de succession des cinq États successeurs sont donc un élément important que l'Assemblée générale doit prendre en considération si elle décide de réclamer les arriérés aux États successeurs. En l'espèce, les dates de succession sont les dates auxquelles ont été formés les différents États successeurs. L'Assemblée générale devrait, pour calculer les montants dus, se fonder sur la date de succession que chaque État successeur a lui-même indiquée au Secrétaire général<sup>3</sup>, à savoir :

Slovénie	25 juin 1991
Macédoine	17 septembre 1991
Croatie	8 octobre 1991
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992
Serbie-et-Monténégro (ancienne République fédérale de Yougoslavie)	27 avril 1992

17. En ce qui concerne le calcul du montant exact des arriérés de l'ex-Yougoslavie, l'Assemblée générale devrait se fonder sur les proportions arrêtées à l'article 5/2 de l'annexe C de l'Accord sur les questions de succession (signé par les cinq États successeurs le 29 juin 2001 et entré en vigueur le 2 juin 2004), qui fixe la part des dettes extérieures de la République fédérative socialiste de Yougoslavie que prendra en charge chacun des États successeurs.

18. Le règlement des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie effectué selon les modalités de la présente proposition serait définitif; lesdites modalités ne s'appliqueraient qu'au règlement des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, sans préjudice des décisions qui pourraient être prises ultérieurement au sujet de questions connexes.

### III. Proposition du représentant du Ghana

19. Les États successeurs ont soigneusement étudié la proposition que le représentant du Ghana a faite à la Cinquième Commission le 14 octobre 2002. Ils tiennent à se référer au texte dans son intégralité et, pour plus de clarté, à citer le compte rendu de la séance <sup>4</sup> : « S'agissant des arriérés de l'ex-Yougoslavie, il est

<sup>3</sup> Ces dates sont à distinguer des dates auxquelles les États successeurs sont devenus Membres de l'ONU. Les dates d'admission à l'ONU sont nécessairement postérieures aux dates d'acquisition du statut d'État en droit international. Les dates d'admission des États successeurs sont les suivantes : Bosnie-Herzégovine le 22 mai 1992, Croatie le 22 mai 1992, Slovénie le 22 mai 1992, Macédoine le 8 avril 1993, Serbie-et-Monténégro (ancienne République fédérale de Yougoslavie) le 1<sup>er</sup> novembre 2000, et Monténégro le 28 juin 2006.

<sup>4</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session* (A/C.5/57/SR.7).

nécessaire de définir des orientations pour que le Secrétariat puisse régler définitivement cette question. Les résolutions 47/1 et 47/229, par lesquelles l'Assemblée générale a décidé que la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne pouvait assurer automatiquement la continuité de la qualité de membre de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, reflétaient un compromis politique qui comportait en soi des contradictions juridiques. En effet, alors qu'en vertu de ces résolutions, la République fédérative socialiste de Yougoslavie n'était plus Membre de l'ONU, l'Assemblée générale a continué d'approuver le taux de contribution de ce pays pour les périodes 1995-1997 et 1998-2000 et ce, en s'appuyant uniquement sur des données fournies par la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). En outre, l'opinion formulée par le Conseiller juridique, invoquant le principe de l'estoppel à propos des tentatives de la République fédérative de Yougoslavie d'exercer les droits de l'ex-Yougoslavie sur le plan international, n'était pas pleinement satisfaisante, étant donné que les décisions de l'Assemblée générale ne permettaient plus à la République fédérative de Yougoslavie de participer à ses travaux ni à ceux du Conseil économique et social et d'exercer des droits au nom de l'ex-Yougoslavie. Il n'était sans doute pas très judicieux non plus de lier la perte de la qualité de membre de l'ex-Yougoslavie à l'admission de la République fédérative de Yougoslavie à l'ONU. »

20. Le représentant du Ghana a poursuivi comme suit : « [I]l ressort de la lettre des missions permanentes des cinq États successeurs que les États qui composaient l'ex-Yougoslavie sont des États successeurs, et qu'on est en présence d'une dissolution et succession, et non d'une sécession. L'action devrait donc être axée uniquement sur les arriérés antérieurs à la dissolution, et il faudrait éviter que la solution retenue produise des effets juridiques indésirables. À cet effet, la délégation ghanéenne recommande que le Secrétariat calcule le montant des arriérés de l'ex-Yougoslavie au 25 juin 1991, date à laquelle la Slovénie a annoncé qu'elle cessait d'exister en tant que membre de l'ex-Yougoslavie, puis le montant restant au 17 septembre 1991, au 8 octobre 1991, au 6 mars 1992 et au 27 avril 1992, dates auxquelles l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la République fédérative de Yougoslavie ont respectivement informé le Secrétaire général qu'elles cessaient de faire partie de l'ex-Yougoslavie, sans préjuger des recommandations de la Commission d'arbitrage Badinter conseillée par Lord Carrington. Sur la base des montants ainsi déterminés, le Secrétariat demanderait aux cinq États successeurs de payer les arriérés de l'ex-Yougoslavie en tenant compte des dates susmentionnées et en se fondant, le cas échéant, sur l'accord qu'ils ont signé le 29 juin 2001, pour répartir entre eux les arriérés de l'ex-Yougoslavie. Les arriérés correspondant à la période allant du 27 avril 1992, date à laquelle le dernier État successeur de l'ex-Yougoslavie a déclaré qu'il cessait d'en faire partie, au 1<sup>er</sup> novembre 2001, devraient être passés par profits et pertes. »

21. Compte tenu de la proposition du représentant du Ghana, le Secrétariat a interprété et calculé à sa manière le montant dû par la République fédérative socialiste de Yougoslavie, et déterminé qu'il s'élevait à 8 009 454 dollars. Or, les États successeurs estiment que le calcul du Secrétariat ne repose pas sur tous les faits connus aujourd'hui et est inexact; il n'est donc pas acceptable pour eux.



#### **IV. Montant des arriérés de la République fédérative socialiste de Yougoslavie**

22. Ayant examiné en détail tous les documents financiers présentés et ayant à l'esprit les propositions faites dans le rapport du Secrétaire général, les États successeurs proposent que les principes énoncés ci-après régissent le calcul du montant des arriérés de contribution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

23. Lors de consultations qu'ils ont tenues avec d'autres États Membres et des représentants du Secrétariat à la soixantième session de l'Assemblée générale, les États successeurs ont dit que pour régler le problème, ils étaient prêts à payer les arriérés de contributions non sujets à contestation, calculés selon les modalités proposées par le représentant du Ghana à la Cinquième Commission à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale, en 2002. Les cinq États successeurs payeraient les arriérés accumulés par la République fédérative jusqu'au 27 avril 1992, le total étant réparti entre eux suivant les proportions fixées à l'article 5/2 de l'annexe C de l'Accord sur les questions de succession (Vienne, 29 juin 2001). Toutes les contributions mises en recouvrement auprès de l'ex-Yougoslavie au titre du budget ordinaire et des budgets des opérations de maintien de la paix après le 27 avril 1992 et non acquittées feraient l'objet d'écritures de contrepassation dans les comptes de l'ONU. Pour 1992, la contribution annuelle de la République fédérative devrait être réduite de 8/12 puisque cet État a cessé d'exister en cours d'année. Des contributions sont mises en recouvrement auprès des États successeurs depuis la date d'admission de chacun, dont la première remonte à mai 1992. Il est inacceptable que des contributions soient mises en recouvrement auprès d'eux, la même année, au titre de leur participation et de celle d'un État qui n'existe plus.

24. Les États successeurs comprennent comme suit la proposition du représentant du Ghana. Les arriérés au 25 juin 1991 seraient divisés entre la Slovénie et l'ex-Yougoslavie, à raison de 16 % pour la Slovénie et de 84 % pour l'ex-Yougoslavie. Les arriérés de l'ex-Yougoslavie au 17 septembre 1991, c'est-à-dire le solde au 25 juin 1991 augmenté des nouvelles contributions mises en recouvrement dans l'intervalle, seraient divisés entre la Macédoine et l'ex-Yougoslavie, à raison d'un peu plus de 8,9 % (7,5 divisé par 84 multiplié par 100) pour la Macédoine, et d'un peu plus de 91 % pour l'ex-Yougoslavie. Les arriérés de l'ex-Yougoslavie au 8 octobre 1991, c'est-à-dire le solde au 17 septembre 1991 augmenté des contributions mises en recouvrement dans l'intervalle, seraient divisés entre la Croatie et l'ex-Yougoslavie à raison d'un peu plus de 30 % (23 divisé par 76,5 multiplié par 100) pour la Croatie, et près de 70 % pour l'ex-Yougoslavie. Les arriérés de l'ex-Yougoslavie au 6 mars 1992, c'est-à-dire le solde au 8 octobre 1991 augmenté des contributions mises en recouvrement dans l'intervalle, seraient divisés entre la Bosnie-Herzégovine et l'ex-Yougoslavie, à raison de près de 29 % (15,5 divisé par 53,5 multiplié par 100) pour la Bosnie-Herzégovine, et d'un peu plus de 71 %, pour l'ex-Yougoslavie. Les arriérés de l'ex-Yougoslavie au 27 avril 1992, c'est-à-dire le solde au 6 mars 1992 augmenté des contributions mises en recouvrement dans l'intervalle, seraient attribués à la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro). Les paiements ou crédits enregistrés après les dates auxquelles les différents États successeurs ont cessé d'exister en tant qu'entités constitutives de la République fédérative socialiste de Yougoslavie

seraient déduits des dettes les plus anciennes de l'ex-Yougoslavie, conformément aux règles comptables de l'ONU.

25. Compte tenu de tout ce qui précède, et des documents fournis par le Secrétariat, les États successeurs estiment que la République fédérative socialiste de Yougoslavie a une dette de 784 545 dollars (voir pièce jointe 6) pouvant être considérée comme leur revenant, et que le solde devrait faire l'objet d'une écriture de contrepassation.

## **V. Proposition des États successeurs**

26. Les États successeurs soumettent à l'attention de l'Assemblée générale la proposition de règlement du problème des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie énoncée ci-après :

a) Les États successeurs reconnaissent que, d'après les documents fournis par le Secrétariat, les arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie se montent à 784 545 dollars;

b) Chaque État successeur s'engage à payer une part équitable du montant susmentionné, déterminée sur la base des proportions fixées à l'article 5/2 de l'annexe C de l'Accord sur les questions de succession (Vienne, 29 juin 2001) et compte tenu des dates applicables pour chacun, à savoir : Slovénie le 25 juin 1991, Macédoine le 17 septembre 1991, Croatie le 8 octobre 1991, Bosnie-Herzégovine le 6 mars 1992, République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) le 27 avril 1992;

c) Les États successeurs prient l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à passer dans les comptes de l'ONU des écritures de contrepassation pour tous les montants mis en recouvrement auprès de l'ex-Yougoslavie, au titre du budget ordinaire et des budgets des opérations de maintien de la paix, après le 27 avril 1992;

d) Le règlement des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie effectué selon les modalités énoncées dans la présente proposition serait définitif; lesdites modalités ne s'appliqueraient qu'au règlement des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, sans préjudice des décisions qui pourraient être prises ultérieurement au sujet de questions connexes.

## Pièce jointe 1

**Lettre datée du 7 septembre 2001, adressée  
au Secrétaire général adjoint à la gestion  
par les Représentants permanents de la Bosnie-Herzégovine,  
de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine,  
de la Slovénie et de la République fédérale de Yougoslavie**

D'ordre de nos gouvernements, nous avons l'honneur de répondre à votre lettre du 27 juillet 2001 et de vous communiquer notre position commune concernant les arriérés de contributions mises en recouvrement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale l'ont confirmé, l'État dénommé République fédérative socialiste de Yougoslavie a cessé d'exister et cinq États successeurs égaux lui ont succédé, et ont été admis à l'Organisation des Nations Unies en qualité de nouveaux Membres. Depuis leur admission à l'Organisation des Nations Unies, des contributions ont été mises en recouvrement auprès de ces nouveaux États et ils s'en sont dûment acquittés. Dans le passé, certains États successeurs ont indiqué dans leurs déclarations officielles qu'il n'existait aucun fondement pour mettre en recouvrement une contribution auprès d'un État qui a cessé d'exister. En conséquence, les cinq États successeurs, qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies et s'acquittent de leurs quotes-parts, estiment tous que ces arriérés devraient être passés par pertes et profits.

Le Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Husein **Živalj**

Le Représentant permanent de la République de Croatie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ivan **Šimonović**

Le Représentant permanent de la République de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Srgjan **Kerim**

Le Représentant permanent de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ernest **Petrič**

Le Représentant permanent de la République fédérale de Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Dejan **Šahović**

## Pièce jointe 2

**Lettre datée du 19 novembre 2001, adressée  
au Secrétaire général adjoint à la gestion  
par les Représentants permanents de la Bosnie-Herzégovine,  
de la Croatie, de la Slovénie, de l'ex-République yougoslave  
de Macédoine et de la République fédérale de Yougoslavie**

Comme suite à notre lettre du 7 septembre 2001 et d'ordre de nos gouvernements, nous avons l'honneur de rappeler notre position commune concernant les arriérés de contributions de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie.

L'État dénommé République fédérative socialiste de Yougoslavie a cessé d'exister et cinq États successeurs égaux lui ont succédé, dont aucun n'a assuré la continuité de sa personnalité juridique. Ce fait a été confirmé par les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale en 1992. Bien qu'un État dissous, qui avait de toute évidence cessé d'exister, eût dû cesser *ipso facto* d'être Membre de l'Organisation des Nations Unies, des contributions ont continué d'être mises en recouvrement auprès de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

La dissolution de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie s'est faite progressivement. La date exacte de l'accession à l'indépendance de chacun de ses États successeurs est différente et il n'est pas possible de dater la dissolution avec précision.

Cette situation aurait dû être dûment prise en compte dans les décisions de l'Organisation des Nations Unies, notamment celles qui concernent le calcul des contributions. Les cinq États successeurs ont tous été admis à l'Organisation des Nations Unies en qualité de nouveaux États Membres et ont depuis réglé leurs contributions mises en recouvrement.

La dissolution de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été en fait un cas sans précédent. En effet, tous les cas antérieurs (comme l'éclatement de l'ex-URSS ou de la Tchécoslovaquie) étaient différents si bien qu'ils ont entraîné des conséquences juridiques différentes et il n'y a guère de chances que la même situation puisse se reproduire. Il n'empêche que si cela devait arriver, l'Organisation des Nations Unies devrait trouver le moyen d'agir comme il convient.

Le maintien de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, l'État dissous, dans le barème des quotes-parts a été une source de confusion, qui ne devrait avoir aucune conséquence juridique pour les autres États Membres. De ce fait, les cinq États successeurs, après avoir examiné soigneusement les propositions énoncées dans votre lettre du 27 juillet 2001, tiennent tous à rappeler leur position commune, à savoir que les contributions mises en recouvrement auprès de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie devraient être passées par pertes et profits.

Le Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Mirza **Kusljagić**

Le Représentant permanent de la République de Croatie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ivan **Šimonović**

Le Représentant permanent de la République de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Srgjan **Kerim**

Le Représentant permanent de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ernest **Petrić**

Le Représentant permanent de la République fédérale de Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Dejan **Šahović**

### Pièce jointe 3

**Lettre datée du 29 mai 2002, adressée  
au Président du Comité des contributions  
par les Représentants permanents de la Bosnie-Herzégovine,  
de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine,  
de la République fédérale de Yougoslavie et de la Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous vous adressons la présente lettre, en votre qualité de Président du Comité des contributions, au sujet des arriérés de l'ex-Yougoslavie, question qui sera examinée à l'occasion de la session de juin du Comité. D'ordre de nos gouvernements, nous voudrions vous réitérer notre position commune au sujet des contributions dont l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie reste redevable.

L'État connu sous le nom de République fédérative socialiste de Yougoslavie a cessé d'exister et a été remplacé par cinq États successeurs égaux, et aucun de ces États n'a assumé sa personnalité juridique. Ce fait a été confirmé par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale datant de 1992. Alors qu'en tant qu'État dissous, qui avait bien évidemment cessé d'exister, elle aurait dû cesser *ipso facto* d'avoir la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, la République fédérative socialiste de Yougoslavie a continué de figurer sur la liste des États auprès desquels des contributions étaient mises en recouvrement.

La dissolution de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été un processus progressif. La date exacte à laquelle les États successeurs sont devenus indépendants est différente pour chacun d'entre eux et la date de dissolution ne peut donc être fixée de façon précise.

Cette situation aurait dû être dûment prise en considération dans les décisions de l'Assemblée générale, notamment celles qui ont trait aux contributions mises en recouvrement. Les cinq États successeurs ont tous été admis en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies et versent depuis lors les contributions dont ils doivent s'acquitter.

La dissolution de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie était un événement unique en son genre et de fait elle n'a jamais eu de véritable précédent. Tous les cas précédents (comme ceux de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques ou de la Tchécoslovaquie) étaient différents et ont donc eu des conséquences juridiques différentes et il est peu probable que ce cas de figure se représente. Toutefois, si une telle situation devait se reproduire, il faudrait que l'Organisation des Nations Unies trouve moyen d'y faire face correctement.

Le maintien de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, l'État dissous, sur la liste des États auxquels s'appliquait le barème des quotes-parts, a été une source de confusion qui ne devrait pas avoir de conséquences juridiques pour les autres États Membres. C'est pourquoi les cinq États successeurs souhaitent

réaffirmer leur position commune, à savoir que les contributions dont l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie est redevable devraient être passées par pertes et profits.

Le Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Mirza **Kusljagić**

Le Représentant permanent de la République de Croatie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ivan **Šimonović**

Le Représentant permanent de la République de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Srgjan **Kerim**

Le Représentant permanent de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ernest **Petrić**

Le Représentant permanent de la République fédérale de Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Dejan **Šahović**

**Pièce jointe 4****Lettre datée du 9 août 2005, adressée  
au Secrétaire général adjoint à la gestion  
par le Représentant permanent de l'ex-République  
yougoslave de Macédoine et les Chargés d'affaires  
par intérim de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie,  
de la Serbie-et-Monténégro et de la Slovénie**

Nous avons l'honneur de vous écrire concernant le rapport du Secrétaire général sur les arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie, que nous avait transmis Rosemary McCreery, chargée du Département de la gestion, par lettre datée du 24 mai 2005, et concernant la lettre que nous vous avons adressée le 29 juillet 2005.

Les cinq États successeurs de la République fédérative de Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, République de Croatie, République de Macédoine, Serbie-et-Monténégro et République de Slovénie) considèrent le rapport du Secrétaire général sur le règlement des arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie comme base d'un accord acceptable sur le règlement des arriérés de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie. Les États successeurs sont reconnaissants au Secrétariat de coopérer étroitement avec eux sur cette question et de tenir compte des discussions qui ont eu lieu et des réponses écrites données par les États successeurs jusqu'à présent.

Pour bien préciser l'information communiquée aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui vont examiner cette question à la session de l'Assemblée générale, nous demandons au Secrétariat d'inclure dans son rapport les propositions que nous donnons ici.

Nous demandons à ce que le terme de « République fédérative socialiste de Yougoslavie » soit utilisé dans le rapport au lieu de « ex-Yougoslavie » (aux paragraphes 5 à 10, 12 à 22, 25, 28 à 34 et 37). La République fédérale de Yougoslavie, qui a vu le jour le 27 avril 1992, n'est devenue un État Membre de l'Organisation des Nations Unies que le 1<sup>er</sup> novembre 2000; c'est l'État actuellement connu sous le nom de « Serbie-et-Monténégro ».

En outre, nous tenons à appeler l'attention sur le fait que la résolution 777 (1992) du Conseil de sécurité indique que l'État antérieurement connu comme la République fédérative socialiste de Yougoslavie a cessé d'exister. Nous estimons que c'est un point important de la résolution en question et qu'il doit être mentionné au paragraphe 2 du rapport du Secrétaire général.

Nous pensons aussi que la participation non autorisée de la République fédérale de Yougoslavie aux sessions des organes de l'Organisation des Nations Unies ne saurait constituer la base d'une contribution qui devrait être réglée par l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie. En outre, nous proposons l'insertion au paragraphe 7 du rapport d'une brève référence au fait que lesdites tentatives de participer aux débats des Nations Unies ont systématiquement été contestées par plusieurs États Membres, en particulier les autres États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.



Le défaut de cohérence dans l'utilisation du nom de l'État s'observe également au paragraphe 15 où, conformément à la résolution 777 (1992) du Conseil de sécurité, les mots « ex-Yougoslavie » doivent être remplacés par le nom exact, celui de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

En conséquence, la date du 1<sup>er</sup> novembre 2000, évoquée au paragraphe 15, n'est pas exacte. La première phrase du paragraphe 15 devrait donc se lire comme suit : « Comme on l'a noté plus haut, en 1991-1992, la République fédérative socialiste de Yougoslavie a subi un processus de dissolution et a cessé d'exister ».

Au paragraphe 8, la deuxième phrase devrait être modifiée comme suit : « ... cette décision mettait fin *ipso facto* à la qualité de Membre de la République fédérative socialiste de Yougoslavie ». Il doit ressortir clairement du rapport qu'avant cette date, l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie était bien désignée comme État Membre, alors qu'il ressortait clairement de la résolution 777 (1992) qu'elle avait cessé d'exister.

À la première phrase du paragraphe 13, il y a lieu de supprimer les mots « date à laquelle elle a cessé d'être un État Membre ».

Nous considérons qu'il est essentiel de faire figurer ces éléments dans le rapport, en vue de la délibération que l'Assemblée consacre à la question des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Nous demandons donc que le rapport du Secrétaire général sur les arriérés de contributions de l'ex-Yougoslavie en date du 24 mai 2005 soit corrigé conformément à ces suggestions. Comme il est noté dans le rapport, la position actuelle des cinq États successeurs sur cette question est que les arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie doivent être passés par pertes et profits. La question sera à nouveau examinée à la réunion du Comité des hauts représentants des cinq États successeurs qui a été établi en vertu de l'accord sur les questions de succession entre les cinq États successeurs, qui aura lieu à la fin de septembre, date où le rapport sera examiné avec soin. Nous vous serions très reconnaissants de faire figurer la présente information dans ledit rapport.

Les cinq États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie sont très désireux de résoudre la question des arriérés de contributions pendant la soixantième session de l'Assemblée et sont prêts à coopérer de façon constructive avec les autres États Membres de l'ONU et avec le Secrétariat. Nous sommes également convaincus que la partie financière du rapport doit être réexaminée par des experts des États successeurs et par le Secrétariat avant le début de l'examen de la question par l'Assemblée générale à sa soixantième session.

Le Représentant permanent de la République de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Igor **Dzundev**

Le Chargé d'affaires par intérim de la Bosnie-Herzégovine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Željko **Vukobratović**

Le Chargé d'affaires par intérim de la République de Croatie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Ivan **Nimac**

Le Chargé d'affaires par intérim de la Serbie-et-Monténégro  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Slavko **Kruljevic**

La Chargée d'affaires par intérim de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Eva **Tomič**

## Pièce jointe 5

### **Lettre datée du 13 mars 2006, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Serbie-et-Monténégro et de la Slovénie**

Nous, représentants des cinq États qui ont succédé à la République fédérative socialiste de Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, République de Croatie, République de Macédoine, Serbie-et-Monténégro et République de Slovénie) avons l'honneur de vous écrire au sujet de votre rapport sur les arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (A/60/140), daté du 16 septembre 2005. Nous croyons comprendre, d'après le programme de travail de la Cinquième Commission pour la première reprise de la soixantième session de l'Assemblée générale, que le rapport en question demeurera tel quel.

Nous vous rappelons que nous avons déjà exprimé notre désaccord quant à certaines affirmations figurant dans le rapport, qui ne tiennent pas compte des faits tels que nous les avons décrits dans la lettre adressée à M. Christopher Burnham, Secrétaire général adjoint à la gestion, le 9 août 2005 (voir A/60/140, annexe IV), en réponse à la lettre du Département de la gestion demandant aux cinq États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie de présenter leur position au sujet du projet de rapport tel qu'il se présentait alors.

Nous vous rappelons aussi qu'à la séance que la Cinquième Commission a tenue le 18 octobre 2005, nous avons déclaré que nous étions pleinement conscients que le problème des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie devait être réglé d'urgence et que nous étions déçus qu'aucune de nos suggestions ne figure dans le rapport publié le 16 septembre 2005.

Nous vous rappelons en outre qu'à la suite des séances que la Cinquième Commission a tenues pendant la partie principale de la session de l'Assemblée générale, entre les 5 et 10 décembre 2005, nous avons encore examiné la question avec des représentants du Département de la gestion, à savoir le Contrôleur, M. Warren Sach, et le chef du Service des contributions, M. Mark Gilpin, et un représentant du Bureau des affaires juridiques, M. David Hutchinson. Au cours de ces échanges, il a été convenu que certaines affirmations figurant dans le rapport étaient incorrectes et que le rapport serait revu. Or, il n'en a rien été et, à part la communication que nous a adressée le Chef du Service des contributions, M. Mark Gilpin, nous n'avons reçu aucune indication du Département de la gestion quant à notre communication de décembre 2005. Ce n'est que le 3 mars 2006 que nous avons reçu une lettre du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité nous informant qu'il n'y avait pas lieu de modifier le rapport.

Cette attitude est pour nous inadaptée et inacceptable; elle risque de retarder encore le règlement du problème.

Nous tenons à rappeler la position commune que nous avons présentée dans la lettre reproduite à l'annexe IV du rapport paru sous la cote A/60/140 et vous demandons de publier un rapport révisé (rectificatif) dans lequel il en soit tenu compte.

L'information relative aux arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie qui figure dans les annexes V à IX du rapport est présentée, du point de vue du fond et de la forme, d'une manière qui ne nous permet pas d'établir et de reconnaître que nous avons une dette incontestable à l'égard de l'Organisation. Afin de déterminer avec exactitude le montant que nous devons à l'ONU, nous avons encore examiné la question avec les départements responsables du Secrétariat en décembre 2005.

Or, les échanges et l'examen des documents pertinents, qui auraient dû avoir lieu bien plus tôt, ont été caractérisés par un manque d'exactitude, de transparence et de coopération de la part des départements concernés. Bien que le processus soit encore en cours, nous sommes parvenus à la conclusion que les montants indiqués dans les annexes V à IX du rapport sont incorrects et doivent être revus.

Nous demandons donc une fois de plus au Secrétariat de présenter sans plus tarder aux États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie et aux autres États Membres de l'Organisation un rapport révisé sur les arriérés de contributions de la République fédérative établi sur la base des principes comptables généralement acceptés et compte tenu des vues exprimées dans notre lettre du 9 août 2005.

Nous soulignons que pour régler le problème, il est indispensable de déterminer avec précision le montant des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie compte tenu de tous les versements et crédits portés ultérieurement au compte de l'« ex-Yougoslavie » (la République fédérative socialiste de Yougoslavie).

En particulier, nous demandons au Secrétaire général de l'ONU :

- De nous présenter sans plus tarder toutes les données et tous les documents relatifs aux arriérés de contributions que la République fédérative socialiste de Yougoslavie avait accumulés au 31 décembre 1990, et à ceux qui se sont accumulés entre cette date et le 27 avril 1992, compte tenu de tous les versements effectués par la République fédérative socialiste de Yougoslavie avant le 27 avril 1992 et par la République fédérale de Yougoslavie après cette date et inscrits au compte de l'« ex-Yougoslavie » (en séparant les contributions dues au titre du budget ordinaire et au titre des budgets des opérations de maintien de la paix);
- De présenter un rapport détaillé sur les contributions mises en recouvrement auprès des États Membres et les montants versés au titre de l'ONUC (1960) et de la FUNU (1956);
- De présenter un rapport sur les contributions mises en recouvrement, montants versés et montants crédités pour chacun des cinq États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, au titre de tous les budgets de l'ONU et pour toutes les années écoulées depuis que ces États ont été admis à l'Organisation;
- D'établir conformément aux principes comptables généralement acceptés un état récapitulatif de l'information susmentionnée que les États Membres de l'ONU, y compris les cinq États successeurs de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, puissent examiner;

- De veiller à ce que tous les montants portés au crédit de l'« ex-Yougoslavie » (République fédérative socialiste de Yougoslavie) pour la période qui a commencé le 27 avril 1992 soient déduits des montants dus par la République fédérative socialiste de Yougoslavie au titre du budget ordinaire et des budgets des opérations de maintien de la paix;
- D'élaborer sans tarder un rapport sur la part du Fonds de réserve pour le maintien de la paix et du Fonds de roulement revenant à la République fédérative socialiste de Yougoslavie, sa répartition entre les États successeurs et le solde existant au 31 décembre 2005, et de le présenter aux États successeurs, pour examen, dans un document séparé;
- De présenter et diffuser de même l'information relative aux autres actifs inscrits dans les comptes de l'ONU qui pourraient être considérés comme revenant à la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

Nous sommes fermement déterminés à régler les problèmes des arriérés de contributions de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, si possible dans le cadre des travaux que mènera la Cinquième Commission à la reprise de la soixantième session de l'Assemblée générale, et sommes prêtes à coopérer de façon constructive avec les autres États Membres et le Secrétariat de l'ONU.

Le Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Milos **Prica**

La Représentante permanente de la Croatie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Mirjana **Mladineo**

Le Représentant permanent de la République de Macédoine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Igor **Dzundev**

Le Représentant permanent de la Serbie-et-Monténégro  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Nebojša **Kaludjerović**

Le Représentant permanent de la République de Slovénie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Roman **Kirn**

## Pièce jointe 6

## Contributions mises en recouvrement auprès de l'ex-Yougoslavie dues et exigibles

(Vue des États successeurs, fondée sur la proposition du Ghana)

Budget	Montants mis en recouvrement	Montants acceptés par les États successeurs	Montants versés par la RFSY*	Crédits	Montants versés					Solde
					Slovénie	Macédoine	Croatie	Bosnie- Herzégovine	République fédérale de Yougoslavie	
Budget ordinaire	12 986 515	10 183 832	4 762 283,0	180 000	517 027	136 068	746 817	229 790	2 901 697	(710 150)
1. ONUC	333 269	0								0
2. FUNU	7 598	0								0
3. FNUOD	121 345	121 345	68 963,0	2 768	3 599	918	5 199	1 600	0	(38 298)
4. FINUL	332 319	332 319	29 418,5	22 863	17 329	4 350	25 030	7 700	0	(225 628)
5. MONUG	53 120	53 120	29 418,5	18 029	0	0	0	0	0	(5 673)
6. UNAVEM/ MONUA	88 327	88 327	9 051,0	18 626	7 185	738	10 377	3 193	0	(39 157)
7. GANUPT	374 092	374 092	315 253,0	96 549	0	0	0	0	0	37 712
8. MONUIK	83 812	83 812	0,0	4 535	5 445	1 097	7 862	2 419	0	(62 454)
9. ONUCA	97 908	97 908	0,0	7 430	4 887	729	7 058	2 171	0	(75 633)
10. ONUSAL										
11. MIPRENUC	196 362	196 362	0,0	2 758	97 785	15 595	141 243	43 458	0	104 477
12. ARPONUC										
13. FORPRONU	209 958	209 958	100 000,0	79 277	45 703	29 015	66 015	20 312	0	130 364
14. ONUSOM	0	0	0,0	2 480	16 358	20 041	23 629	7 271	0	69 779
15. ONUMOS	0	0	0,0	11 698	4 450	5 562	6 428	1 978	0	30 116
<b>Total, opérations de maintien de la paix 1</b>	<b>1 898 110</b>	<b>1 557 243</b>	<b>552 104,0</b>	<b>267 013</b>	<b>202 741</b>	<b>78 045</b>	<b>292 841</b>	<b>90 102</b>	<b>0</b>	<b>(74 395)</b>
16. MINURSO	128 000	0	0,0	5 528	0	0	0	0	0	0
<b>Total, opérations de maintien de la paix 2</b>	<b>2 026 110</b>			<b>272 541</b>	<b>202 741</b>	<b>78 045</b>	<b>292 841</b>	<b>90 102</b>	<b>0</b>	
<b>Total, opérations de maintien de la paix</b>	<b>2 026 110</b>	<b>1 557 243</b>	<b>552 104,0</b>	<b>272 541</b>	<b>202 741</b>	<b>78 045</b>	<b>292 841</b>	<b>90 102</b>	<b>0</b>	<b>(74 395)</b>
<b>Total général</b>	<b>15 012 625</b>	<b>11 741 075</b>	<b>5 314 387,0</b>	<b>452 541</b>	<b>719 768</b>	<b>214 113</b>	<b>1 039 658</b>	<b>319 892</b>	<b>2 901 697</b>	<b>(784 545)</b>

\* RFSY : République fédérative socialiste de Yougoslavie.